



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 30/01/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ENVIE 2E LORRAINE**

Pôle industriel Toul Europe  
2 rue Guy Pernin  
54200 Toul

Références : 0072\_2025  
Code AIOT : 0100001953

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement ENVIE 2E LORRAINE implanté Pôle industriel Toul Europe 2 rue Guy Pernin 54200 Toul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENVIE 2E LORRAINE
- Pôle industriel Toul Europe 2 rue Guy Pernin 54200 Toul
- Code AIOT : 0100001953
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Envie 2 Lorraine exploite à Toul une installation de collecte, regroupement et valorisation des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) et une installation de collecte, regroupement et traitement de matelas.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I Point 4.1.4	Demande d'action corrective	3 mois
4	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I Point 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle périodique concernant les rubriques 2711 et 2716	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I Point 1.1	Sans objet
3	Contrôle périodique concernant la rubrique 2791	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I Point 1.1.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées lors des contrôles périodiques ont été levées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont entretenus et contrôlés.

Le plan de défense incendie doit être formalisé.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I Point 4.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>A compter du 1er juillet 2024</b> <i>« 4.1.4. Plan de défense contre l'incendie  L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.  « Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.  « Il comprend au minimum :</i>

« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; « - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; « - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; « - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; « - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; « - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; « - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; « - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; « - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; « - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; « - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis par courriel du 20/01/2025 plusieurs documents dont un dossier d'accueil des secours comprenant un plan des stockages, une fiche réflexe "départ incendie", une fiche réflexe "mise sur rétention du site", un plan de masse présentant les réseaux, une procédure "Préparation et réponse aux situations d'urgence".

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les documents transmis répondent à de nombreux points demandés par cette prescription, mais l'exploitant doit formaliser un Plan de Défense Incendie regroupant la totalité des éléments demandés. Il transmet ensuite ce document à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Contrôle périodique concernant les rubriques 2711 et 2716**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I Point 1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dossier installation classée
<b>Prescription contrôlée :</b>  1.1 Contrôle périodique Les installations n° 2711 ou 2716 sont soumises à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Pour ces installations, le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ». L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse après chaque contrôle dans le dossier installations classées prévu au point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le rapport N° 2087066-A correspondant au contrôle périodique du 07/04/2021 pour la rubrique 2716 (installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes). Ce rapport ne présente aucune non-conformité majeure et l'exploitant a mis en place les mesures permettant de lever les autres non-conformités. L'exploitant a également présenté le rapport N° 2285073 correspondant au contrôle complémentaire du 10/10/2022 pour la rubrique 2711 (installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques). Ce rapport conclut que " <i>L'ensemble des non-conformités majeures constatées lors du contrôle périodique du 07/04/2021 sont levées.</i> "
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Contrôle périodique concernant la rubrique 2791**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I Point 1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dossier installation classée
<b>Prescription contrôlée :</b>  1.1.2. Contrôle périodique L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux

dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport N° 2087066-B correspondant au contrôle périodique du 07/04/2021 pour la rubrique 2791 (Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720,2760, 2771, 2780, 2781 et 2782). Ce rapport ne présente aucune non-conformité majeure et l'exploitant a mis en place les mesures permettant de lever les autres non-conformités. Concernant le contrôle des émissions sonores notamment, le compte rendu des mesures de bruits dans l'environnement autour du site du 28/07/2022 conclut à des niveaux sonores inférieurs aux seuils réglementaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I Point 4.2

**Thème(s) :** Autre, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie (...) en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le bulletin de vérification n° BI BTSL5B19 du 10/10/2024 et BI KBSKDFUA du 25/09/2024 concernant le contrôle des extincteurs, des robinets d'incendie armés, du désenfumage et des éclairages de sécurité.

Certains matériels sont à remplacer.

L'exploitant a transmis à l'inspection suite à la visite un devis signé pour la prise en compte des remarques inscrites dans ce rapport.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra les justificatifs de la prise en compte des remarques inscrites dans ce rapport (factures ...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois